

Placemnt en rétention: le placemnt en rétention d'un enfant ne peut être autorisé dans :

- d. contraindre a son intérêt supérieur au sens de 3.1 et 2.1 Convention Internationale des droits de l'enfant.

<p>Tribunal de Grande Instance de LILLE</p> <p>Juge des libertés et de la détention</p>	<p>PROCEDURE DE RECONDUITE A LA FRONTIERE</p> <p>ORDONNANCE DE REJET</p> <p>du CESEDA qui prohibent l'expulsion, l'injonction de quitter le territoire ou la reconduite du mineur de 17 ans et donc la rétention sans</p>
---	---

Le 09 décembre 2010, devant Nous, Marie-Christine PATTYN, Juge des Libertés et de la Détention au Tribunal de Grande Instance de LILLE,

assisté de Hélène MASCLEF, Greffier,

en présence de ABDULLATIF Kaiss, interprète en langue kurde qui a prêté le serment prévu par la Loi,

 tant en audience publique,

Vu l'arrêté de MONSIEUR LE PREFET DU NORD ayant prononcé la reconduite à la frontière le 22/11/2010 à l'encontre de :

Monsieur ~~ASHKAN I~~ I  
n  le 10 Janvier 1992   ASHKAN - IRAN  
de nationalité Iranienne

Vu l'ordonnance de rejet prononcée par le Juge des libertés et de la détention du Tribunal de Grande Instance de Lille en date du 24/11/2010;

Vu la décision de maintien de l'intéressé en rétention dans des locaux ne dépendant pas de l'administration pénitentiaire prononcée par MONSIEUR LE PREFET DU NORD et notifiée à l'intéressé le 07/12/2010 à 18h00,

Vu la requête en prolongation de MONSIEUR LE PREFET DU NORD en date du 08 décembre 2010,

Vu l'article 4 de l'Ordonnance n 2004-1248 du 24 novembre 2004 portant abrogation de l'Ordonnance n 45-2658 du 02/11/1945, et des articles 87 et 89 de la loi n 2003-1119 du 26 novembre 2003,

Vu les articles L.551-1   L.551-3 et 551-2 à L552-12 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile,

L'intéressé entendu en ses observations,

Monsieur DUJARDIN, représentant de l'Administration, entendu en ses observations, sollicite la prolongation de la rétention pour une durée de quinze jours ;

Maître GARCIA Maria-Rosa entendue en ses observations, excipe de l'irrégularité de la procédure aux motifs :

- d'une notification des droits en garde-à-vue ne répondant pas aux exigences de l'article 6 de la CEDH ;
- d'une incompatibilité des conditions de garde-à-vue des parents accompagnés de leur jeune enfant ;
- d'une rétention illégale d'un bébé de huit mois ;

En réponse, le représentant de l'administration souligne que des conditions spécifiques de garde-à-vue ont été mises en oeuvre sur instructions du magistrat du Parquet en raison de la présence d'un jeune enfant ; qu'il n'est justifié d'aucun élément de nature à remettre en cause ces diligences ; il rappelle que la Cour de cassation a, dans une décision récente, considéré que le maintien en rétention administrative n'était pas un traitement inhumain au sens de l'article 3 de la CEDH ;

\*\*\*

JUD\_LILLE\_05-12-2010\_1

distinguer si le mineur est l'objet principal de la procédure ou un simple accompagnant.

Attendu que les parents, titulaires de l'autorité parentale, sont recevables à invoquer, au nom de leur enfant mineur, un moyen de procédure tiré du respect des droits de ce dernier au regard de la Convention Internationale des droits de l'Enfant;

Attendu que si le fait de placer en rétention administrative un étranger en situation irrégulière accompagné de son enfant mineur ne constitue pas en soi, un traitement inhumain et dégradant au sens de l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, il ressort des dispositions de l'article 3.1 de la Convention Internationale des droits de l'Enfant que toute juridiction doit veiller à la préservation de l'intérêt supérieur de l'enfant comme considération principale de ses décisions;

Attendu qu'en l'espèce, même s'il est acquis que le C.R.A de LESQUIN dispose d'un espace réservé à l'accueil des familles et présente les éléments de confort et d'accueil adaptés à l'hébergement des familles avec enfants, il n'en demeure pas moins que la restriction de liberté, inhérente à la procédure de rétention administrative, reste à terme traumatisante pour un jeune enfant tant en ce qui le concerne personnellement puisqu'il ne peut y associer aucune explication, qu'en raison de l'image dévalorisante qu'elle lui donne de ses parents;

Que cette rétention, induite de fait par celle de son parent, est donc contraire à son intérêt au sens de l'article précité;

Qu'il s'en suit que la combinaison de l'article 3.1 de la Convention Internationale des droits de l'Enfant et de l'article 9.1 du même document qui impose de ne pas séparer l'enfant de ses parents implique de ne pas reconduire la mesure de rétention administrative pour l'ensemble de la famille;

Attendu qu'il ressort des principes généraux du droit qu'il n'y a pas lieu à distinguer là où la Loi ne distingue pas;

Que les articles L 511-4 et L 521-4 du CESEDA interdisent l'expulsion, l'injonction de quitter le territoire français ou la reconduite à la frontière du mineur de 18 ans et donc implicitement mais nécessairement la rétention de ce mineur puisque cette mesure restrictive de liberté n'est régulière que pour l'exécution des actes administratifs ci dessus mentionnés;

Attendu que le CESEDA ne distingue pas selon que le mineur de 18 ans est objet principal de la procédure administrative ou en supporte simplement ses effets par induction de la mesure s'appliquant à ses parents;

Attendu qu'il s'en suit que la rétention administrative ne peut s'appliquer à un mineur accompagnant un étranger en situation irrégulière lui même placé en rétention administrative;

Que dès lors en exécution de l'article 9.1 de la Convention Internationale des droits de l'Enfant précitée le Juge des Libertés et de la Détention doit veiller à ne pas séparer l'enfant de ses parents ce qui le conduit à refuser la prolongation de la rétention du majeur accompagnant l'enfant;

Attendu qu'il s'en suit que la rétention de l'intéressé est irrégulière;

Que sans qu'il soit nécessaire de statuer sur le surplus des moyens devenus surabondants, la requête de Monsieur le Préfet doit être rejetée ;

## PAR CES MOTIFS

**REJETONS** la demande sus-visée.

Avisons l'Étranger de la possibilité de faire appel, devant le premier président de la cour d'appel ou son délégué, de la présente ordonnance dans les vingt-quatre heures de son prononcé ;  
l'informons que la déclaration d'appel doit être motivée et peut être transmise par tout moyen (notamment par télécopie) au greffe de la cour d'appel de Douai (Numéro de fax de la cour d'appel 03 27 93 28 01) ;

Lui indiquons que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le premier président de la cour d'appel ou son délégué.